

M. le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique
M. le Président d'EDF

Pour FO Énergie et Mines et au regard de la situation de notre entreprise, il est indispensable sans être exhaustif, de vous exprimer les points suivants :

1. M. le Président d'EDF, M. le Ministre, si la visite d'une centrale nucléaire s'imposait en pleine semaine de l'industrie, compte tenu de l'importance de la filière nucléaire en France, nous aurions préféré vous voir rencontrer les salariés de la centrale de Fessenheim. Fessenheim, ce sont des emplois, des personnes attachées à leur entreprise, des salariés qui rapportent à EDF et donc à la France 400 Millions d'EBITDA par an et dont on veut « la mort » pour des raisons politiciennes ! Si on croit au nucléaire et que l'on veut réellement le défendre, alors battez-vous à nos côtés contre cette fermeture absurde.

2. M. le Ministre par ailleurs nous ne pouvons passer sous silence vos propos à l'Assemblée nationale sur le statut des agents qui « n'est plus tenable ». C'est scandaleux. La dette de l'entreprise a été creusée par le versement de dividendes de 60 % du résultat d'EDF pendant de nombreuses années, versement critiqué par la Cour des comptes à plusieurs reprises. Détourner l'attention sur les insuffisances de l'État ou les erreurs et/ou conséquences d'orientations stratégiques en mettant le résultat sur le dos du personnel est particulièrement choquant.

3. Nous sommes également extrêmement critiques sur les orientations stratégiques 2016/2018 qui conduisent l'entreprise à prévoir 3500 emplois en moins minima en France. Ce chiffre est certainement plus proche des 5000 à 6000 sur 68 000 sur la période. Cela est incompréhensible, vis-à-vis des grands challenges fixés dans CAP 2030 et tous ceux à réaliser d'ici là. Le personnel ressent ces contradictions comme des injonctions paradoxales, cela ne peut plus durer.

4. Sur l'un des dossiers chauds du moment, à savoir Hinkley Point, il nous paraît invraisemblable que l'on passe en force sur ce projet.

Nous avons exprimé tous les arguments pour montrer en quoi notre demande de report de 3 ans est justifiée, notamment pour laisser Areva NP réussir sa politique d'amélioration de la qualité et pour attendre le retour d'expérience d'un EPR en fonctionnement.

Les critiques fusent de tous côtés, y compris récemment de la Cour de Comptes et évidemment de M. PIQUEMAL, personnage très respecté dans l'entreprise. L'unanimité au Royaume-Uni se fissure maintenant et les risques de remise en cause du contrat, ne serait-ce que par des formes indirectes type impôt spécial, n'ont jamais été aussi forts. Tout cela devrait pourtant interroger nos décideurs !

Nous le disons clairement, passer en force fait courir des risques financiers et sociaux majeurs à EDF.

Nous sommes d'ailleurs les meilleurs du monde ou bien les plus naïfs. Sinon comment expliquer qu'avec un taux de rentabilité de 9 %, nous n'ayons trouvé aucun partenaire autre que les Chinois, qui ont d'ailleurs baissé leur participation de 40 à 33 % et qui n'assument quasiment aucun risque ?

Nous ne voulons pas accepter que l'EPR d'HPC au Royaume-Uni devienne un nouvel OL3 de Finlande.

Et si malheureusement, ce passage en force s'opérait comme il se dit le 30 mars, chacun devrait assumer ses responsabilités, car nous sommes persuadés que ce dossier deviendra un scandale dans le nucléaire, qui n'a pas besoin de cela.

Ce dont nous avons besoin, M. le Président et M. le Ministre

- C'est de réussir le grand carénage.
- Et de préparer le renouvellement du parc français en accélérant la mise au point d'un EPR optimisé, moins cher, et l'objectif de cela, c'est 2019.

Car ce n'est pas avec un EPR à 12 milliards pièce (HPC) ou 10 milliards (estimation en cours sur Flamanville) qu'on assurera le développement de la filière française.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une entreprise EDF intégrée et performante et pas une EDF en cours de désintégration attaquée dans toutes ses composantes ici par la commission Européenne, ici par un projet de loi qui nous fait porter la transition énergétique, mais aussi la payer, ici par des choix industriels stratégiques hasardeux et dangereux.

Il est temps, M. le Ministre et M. le Président d'EDF, de remettre du réalisme dans les choix industriels, économiques et sociaux (sans parler de la loi travail : le 9 mars, les personnels se sont mobilisés en guise d'avertissement et le 31 mars ils sauront vous exprimer à nouveau tout le bien qu'ils pensent de ce projet aussi dangereux qu'inutile).

Pour FO, la feuille de route fixée à l'entreprise est irréaliste et la direction doit l'exprimer ainsi au gouvernement également. Nous profitons de votre présence commune pour le dire encore une fois clairement. C'est ainsi également tout le sens de notre démarche envers M. le Président de la République et nous sommes toujours en attente d'une rencontre avec Mme Ségolène ROYAL en personne, notre ministre de tutelle.

Le Personnel de notre entreprise qui a fait d'EDF un fleuron de la France ne peut se résoudre à laisser la dérive actuelle perdurer et laisser agresser toutes les composantes de l'entreprise. Nous l'exprimons de toutes nos forces depuis des années, nous continuerons tant qu'il le faudra.

M. le Président, M. le Ministre, à vous de saisir la gravité et l'importance de l'expression du personnel et de tous les niveaux.

La réponse à cela est :

- Revisiter rapidement la feuille de route fixée à l'entreprise.
- Stopper cette politique suicidaire de réduction des effectifs.
- Et stopper tout projet non sécurisé du type HPC (Hinkley Point au Royaume-Uni, construction de deux EPR).